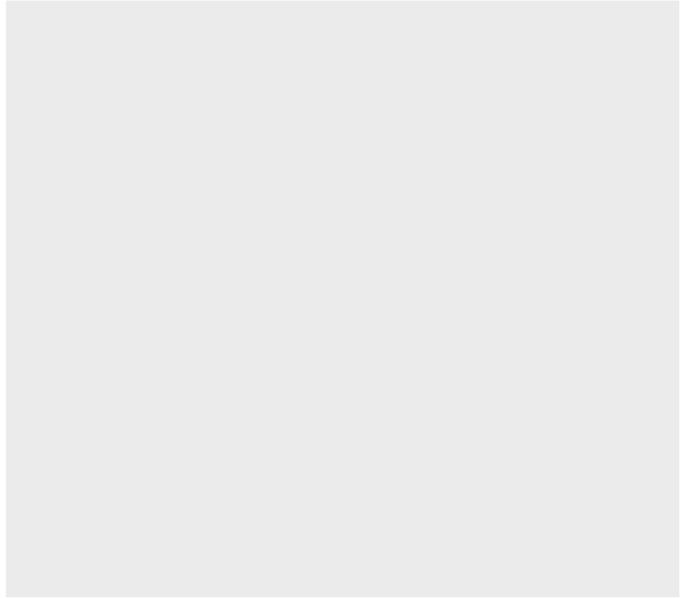


RAPPORT
INTERMÉDIAIRE
POUR LES NEUF MOIS
CLOS LE
31 OCTOBRE 2015

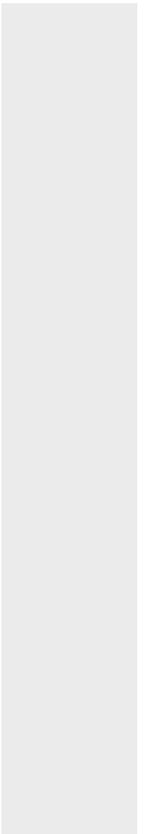


Reitmans
(CANADA) LIMITÉE



Notre objectif est simple, offrir à notre clientèle un service dédié, axé sur la valeur et l'excellence. En encourageant l'innovation, la croissance, le progrès et le travail d'équipe, nous cherchons à offrir à notre clientèle ce qu'il y a de mieux sur le marché en termes de qualité et de valeur.

REITMANS EST LE CHEF
DE FILE DES DÉTAILLANTS
SPÉCIALISÉS AU CANADA



Les ventes pour le trimestre clos le 31 octobre 2015 se sont chiffrées à 240,3 millions de dollars comparativement à 238,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 1^{er} novembre 2014, soit une hausse de 0,8 %, avec une réduction de 68 magasins en exploitation. Les ventes des magasins comparables¹ ont augmenté de 7,6 %, les ventes des magasins ayant progressé de 4,8 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 72,2 %. La marge brute du trimestre clos le 31 octobre 2015 a diminué de 12,9 millions de dollars, ou 8,6 %, pour s'établir à 138,0 millions de dollars comparativement à 151,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 1^{er} novembre 2014, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain ayant eu une incidence négative de près de 7,4 millions de dollars sur la marge brute. La marge brute en pourcentage pour le trimestre clos le 31 octobre 2015 s'est établie à 57,4 %, en baisse comparativement à 63,4 % pour le trimestre clos le 1^{er} novembre 2014. La perte nette du trimestre clos le 31 octobre 2015 s'est établie à 0,3 million de dollars (perte de base et diluée par action de 0,00 \$) en regard d'un bénéfice net de 12,9 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,20 \$) pour le trimestre clos le 1^{er} novembre 2014. La perte nette s'explique surtout par la contraction des marges et par la comptabilisation d'une perte de 4,3 millions de dollars (avant impôt) découlant d'une variation de la juste valeur des titres négociables. Le BAIIA ajusté¹ pour le trimestre clos le 31 octobre 2015 s'est chiffré à 15,3 millions de dollars comparativement à 31,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 1^{er} novembre 2014, soit une diminution de 15,8 millions de dollars.

Les ventes pour les neuf mois clos le 31 octobre 2015 se sont chiffrées à 695,0 millions de dollars comparativement à 703,1 millions de dollars pour les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, soit une baisse de 1,2 %, sous l'effet d'une réduction nette de 68 magasins. Les ventes des magasins comparables¹ ont augmenté de 3,9 %, les ventes des magasins ayant progressé de 1,3 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 77,7 %. La marge brute des neuf mois clos le 31 octobre 2015 a diminué de 25,9 millions de dollars, ou 6,1 %, pour s'établir à 397,3 millions de dollars comparativement à 423,2 millions de dollars pour les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain ayant eu une incidence négative de près de 17,6 millions de dollars sur la marge brute. La marge brute en pourcentage de la société pour les neuf mois clos le 31 octobre 2015 s'est établie à 57,2 %, en baisse comparativement à 60,2 % pour les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014. La perte nette des neuf mois clos le 31 octobre 2015 s'est établie à 8,2 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,13 \$), alors que pour les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, la société avait dégagé un bénéfice net de 9,0 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,14 \$). La perte nette s'explique surtout par la contraction des marges brutes et par la comptabilisation d'une perte de 10,7 millions de dollars (avant impôt) découlant d'une variation de la juste valeur des titres négociables. Le BAIIA ajusté¹ pour les neuf mois clos le 31 octobre 2015 s'est chiffré à 34,9 millions de dollars comparativement à 50,7 millions de dollars pour les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, soit un repli de 15,8 millions de dollars.

Au cours du trimestre, la société a ouvert 27 magasins et en a fermé 46. Ainsi, au 31 octobre 2015, la société exploite 775 magasins, soit 332 Reitmans, 136 Penningtons, 107 Addition Elle, 83 RW & CO., 68 Thyme Maternité, 17 Hyba et 32 Smart Set, comparativement à un total de 843 magasins au 1^{er} novembre 2014. Elle exploite également 21 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us au Canada.

Les ventes du mois de novembre (soit la période de quatre semaines close le 28 novembre 2015) ont augmenté de 1,0 %. Les ventes des magasins comparables¹ ont affiché une augmentation de 9,1 %, les ventes des magasins ayant progressé de 5,5 % et celles du commerce électronique, de 78,0 %.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 3 décembre 2015, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant les dividendes admissibles) de 0,05 \$ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 28 janvier 2016 aux actionnaires inscrits aux registres le 18 janvier 2016.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 3 décembre 2015

À NOS ACTIONNAIRES

¹ Il y a lieu de se reporter à la note portant sur les mesures financières non conformes aux PCGR du rapport de gestion.

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 31 octobre 2015 et pour la période close à cette date (le « troisième trimestre de l'exercice 2016 ») et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 janvier 2015, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 3 décembre 2015.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans ce rapport de gestion sont en millions de dollars canadiens, sauf lorsqu'il s'agit d'un montant par action. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 3 décembre 2015.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmanscanadalimitee.com, ou sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, notamment : l'incidence de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société, y compris ceux indiqués aux rubriques intitulées « Gestion des risques d'exploitation » et « Gestion des risques financiers » dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement en immobilisations planifiées, le montant des cotisations versées aux régimes de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles mesures. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, la variation nette de la juste valeur des titres négociables, le profit ou la perte réalisé à la sortie de titres négociables, les charges d'intérêts, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net ou la perte nette, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement en immobilisations, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des dividendes, des produits d'intérêts, de la variation nette de la juste valeur des titres négociables et du profit ou de la perte réalisé à la sortie de titres négociables élimine l'incidence sur le bénéfice tiré d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes et cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Par conséquent, le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris le site de commerce électronique de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Par conséquent, les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement (de la perte nette) du bénéfice net au BAIIA ajusté pour les trimestres et les neuf mois clos le 31 octobre 2015 et le 1^{er} novembre 2014.

(en millions de dollars canadiens)
(non audité)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014
(Perte nette) bénéfice net	(0,3) \$	12,9 \$	(8,2) \$	9,0 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	11,6	15,9	35,7	41,8
Produits de dividendes	(0,6)	(0,6)	(1,9)	(1,9)
Produits d'intérêts	(0,1)	(0,3)	(0,4)	(0,6)
Profit réalisé à la sortie de titres négociables	–	(0,8)	–	(0,8)
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	4,3	–	10,7	–
Perte de valeur sur des titres négociables	–	0,5	–	0,6
Charges d'intérêts	0,1	0,1	0,2	0,3
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	0,3	3,4	(1,2)	2,3
BAIIA ajusté	15,3 \$	31,1 \$	34,9 \$	50,7 \$
BAIIA ajusté en % des ventes	6,4 %	13,1 %	5,0 %	7,2 %

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses sept bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, principalement dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux. À l'heure actuelle, la société exerce ses activités sous les bannières suivantes :

Reitmans

Avec ses 332 magasins d'une superficie moyenne de 4600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité.

Penningtons

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite 136 magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés.

ADDITION ELLE

Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite 107 magasins d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays.

RW & CO.

RW & CO. exploite 83 magasins d'une superficie moyenne de 4500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour les hommes et les femmes.

Thyme
MATERNITÉ

Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite 68 magasins d'une superficie moyenne de 2300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. La société exploite également 21 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us du Canada.

hyba

Les 17 magasins Hyba ont ouvert leurs portes en octobre 2015. D'une superficie moyenne de 3000 pieds carrés, ils proposent des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X.

SMARTSET

Le 25 novembre 2014, la société a annoncé un plan qui prévoit la fermeture de la totalité des magasins Smart Set. La direction a déterminé que la meilleure stratégie pour accroître ses résultats d'exploitation consistait à réorienter ses efforts de vente et de merchandisage soit en convertissant les magasins Smart Set en magasins d'autres bannières de la société soit en les fermant. Les magasins restants devraient fermer d'ici la fin de l'exercice qui sera clos le 28 janvier 2017.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

La société exploite également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières à l'exception de Smart Set. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

BANNIÈRES

	NOMBRE DE MAGASINS AU						NOMBRE DE MAGASINS AU		NOMBRE DE MAGASINS AU	
	31 JANVIER 2015	OUVERTURES AU T1	FERMETURES AU T1	OUVERTURES AU T2	FERMETURES AU T2	OUVERTURES AU T3	FERMETURES AU T3	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	
Reitmans	341	–	(4)	–	(4)	2	(3)	332	343	
Penningtons	139	1	(2)	1	(4)	3	(2)	136	141	
Addition Elle	105	2	–	1	(1)	1	(1)	107	105	
RW & CO.	76	3	(1)	3	(1)	4	(1)	83	79	
Thyme Maternité	68	1	(1)	1	–	–	(1)	68	68	
Hyba	–	–	–	–	–	17	–	17	–	
Smart Set	94	–	(12)	–	(12)	–	(38)	32	107	
Total	823	7	(20)	6	(22)	27	(46)	775	843	
Espaces-boutiques										
Thyme Maternité dans des magasins										
Babies"R"Us	21	–	–	–	–	–	–	21	21	

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Les initiatives en cours et les nouvelles initiatives de la société sont comme suit:

INITIATIVES	SITUATION ACTUELLE
<p>La société a annoncé son intention de lancer Hyba, une nouvelle bannière destinée aux femmes de plus de 25 ans qui désirent un esprit sain dans un corps sain. Que ce soit pour se dépasser ou se détendre, les vêtements sport Hyba sont tout désignés.</p>	<p>Les magasins Hyba ont ouvert leurs portes dans 17 anciens magasins Smart Set, et ce, dès octobre 2015. Certains produits Hyba sont également offerts dans tous les magasins Reitmans.</p>
<p>La société a élaboré une stratégie de croissance à l'échelle mondiale afin de continuer à faire prospérer ses marques à l'étranger.</p>	<p>La société a mis sur pied une équipe dont les membres, expérimentés et hautement qualifiés, se consacrent au développement à l'international. Voici quelques-unes des étapes franchies récemment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • lancement, en mars 2015, de la vente de vêtements Penningtons par l'intermédiaire du site Amazon.com aux États-Unis; • lancement, aux États-Unis, de la vente électronique de vêtements Addition Elle de la collection Ashley Graham par l'intermédiaire du site de Nordstrom en août 2015 et, en septembre 2015, de la vente d'une gamme limitée chez Lord & Taylor.
<p>La société investit d'importantes sommes dans ses systèmes de distribution et de logistique afin de répondre aux besoins changeants des consommateurs, alors que le commerce électronique gagne en popularité, et pour assurer un meilleur approvisionnement dans les magasins.</p>	<p>Le réaménagement du centre de distribution de la société afin de répondre à la croissance des ventes électroniques est amorcé. Des sommes ont été affectées à l'amélioration des systèmes de manutention dans le but de répondre aux exigences changeantes relatives aux besoins des magasins et aux ventes électroniques.</p>
<p>La société s'engage à poursuivre son investissement dans le commerce électronique, notamment en améliorant la gestion des relations avec la clientèle et la technologie.</p>	<p>La société poursuit son investissement dans le commerce électronique, dont le déploiement d'une technologie mobile. Une stratégie d'optimisation de l'utilisation de la base de données des relations clients de la société est en cours. Celle-ci prévoit des améliorations technologiques, telles que l'emploi d'une technologie de pointe relativement aux courriels, qui permettra un marketing ciblé. La société est satisfaite de la croissance continue des ventes en ligne.</p>
<p>La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de merchandising à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé « SCORE » à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de merchandising et d'approvisionnement.</p>	<p>La société a réorienté les efforts qu'elle déploie dans le cadre du programme SCORE afin de s'assurer que les étapes importantes en vue de sa réalisation soient franchies d'ici la fin du prochain exercice. Le programme SCORE est sur la bonne voie pour être mené à terme au cours de l'exercice 2017.</p>
<p>Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application est en cours dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.</p>	<p>Cet examen progresse bien; les étapes importantes ayant été atteintes. Une unité d'approvisionnement mondiale d'entreprise a été conçue dans le but d'améliorer les pratiques d'approvisionnement actuelles, de réduire les coûts et d'évaluer d'autres occasions d'approvisionnement. La réduction du nombre de fournisseurs a été atteinte et d'autres améliorations à la chaîne d'approvisionnement sont en cours.</p>

**RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 31 OCTOBRE 2015 (« TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016 »)
ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 1^{ER} NOVEMBRE 2014
(« TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015 »)**

Les ventes du troisième trimestre de l'exercice 2016 se sont chiffrées à 240,3 millions de dollars comparativement à 238,3 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, soit une hausse de 0,8 %, et ce, malgré une réduction nette de 68 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set. La vigueur de la croissance des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique de la société a contribué à la progression de ses ventes, les ventes des magasins comparables ayant augmenté de 7,6 %, celles des magasins ayant progressé de 4,8 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 72,2 %.

La marge brute du troisième trimestre de l'exercice 2016 a diminué de 12,9 millions de dollars, ou 8,6 %, pour s'établir à 138,0 millions de dollars comparativement à 151,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain ayant eu une incidence négative de près de 7,4 millions de dollars sur la marge brute. La marge brute en pourcentage de la société a diminué, passant de 63,4 % au troisième trimestre de l'exercice 2015 à 57,4 % au troisième trimestre de l'exercice 2016.

Les frais de vente et de distribution pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 ont reculé de 2,4 % ou 3,0 millions de dollars pour s'établir à 123,7 millions de dollars comparativement à 126,7 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont essentiellement les suivants :

- une diminution des coûts d'exploitation des magasins en raison d'une réduction nette de 68 magasins;
- une baisse de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est passée de 15,5 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 à 11,2 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016. Ce montant tient compte de la diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (1,4 million de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2016, contre 4,7 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2015); facteurs qui ont été contrebalancés en partie par l'élément ci-dessous :
- la hausse des coûts de publicité liés aux magasins et aux sites de commerce électronique.

Les charges administratives pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 ont augmenté de 11,0 % ou 1,1 million de dollars pour atteindre 11,3 millions de dollars, contre 10,2 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. Ce repli découle principalement des coûts liés au personnel.

Les charges financières nettes se sont chiffrées à 3,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, comparativement à des produits financiers nets de 2,2 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. Ce changement est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- une perte de 4,3 millions de dollars découlant d'une variation de la juste valeur des titres négociables pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, contre un montant de néant au troisième trimestre de l'exercice précédent. La société a adopté l'IFRS 9 (2014), *Instruments financiers*, [« IFRS 9 (2014) »] au premier trimestre de l'exercice 2016 et, en conséquence, les variations de la juste valeur des titres négociables sont désormais comptabilisées dans le bénéfice plutôt que dans les autres éléments du résultat global comme cela était le cas pour la période comparative. Le plein effet de la mise en œuvre de l'IFRS 9 (2014) est abordé à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 31 octobre 2015; facteur qui a été contrebalancé en partie par les éléments ci-dessous :
- un profit de change de 0,7 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 (profit de 1,1 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015), essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains;
- des produits de dividendes et d'intérêts de 0,7 million de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2016 (0,9 million de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2015).

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est chiffré à néant comparativement à 16,2 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. Ce recul est essentiellement attribuable à la contraction des marges brutes conjuguée à la perte de 4,3 millions de dollars découlant d'une variation de la juste valeur des titres négociables, tel qu'il est expliqué précédemment. Le BAIIA ajusté pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 s'est chiffré à 15,3 millions de dollars comparativement à 31,1 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, soit une diminution de 15,8 millions de dollars.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, la société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 0,3 million de dollars, tandis que pour le trimestre correspondant de l'exercice 2015, elle avait comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 3,4 millions de dollars. Le taux d'impôt effectif du troisième trimestre de l'exercice 2016 a été touché par la variation de la juste valeur des titres négociables découlant de l'adoption de l'IFRS 9 (2014) et par une nouvelle estimation du taux d'impôt effectif annuel moyen à la clôture du troisième trimestre. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations aux taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

La perte nette pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 s'est établie à 0,3 million de dollars (perte de base et diluée par action de 0,00 \$) en regard d'un bénéfice net de 12,9 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,20 \$) pour le troisième trimestre de l'exercice 2015.

**RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES NEUF MOIS CLOS LE 31 OCTOBRE 2015 (« NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2016 »)
ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES NEUF MOIS CLOS LE 1^{ER} NOVEMBRE 2014
(« NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2015 »)**

Les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2016 se sont chiffrées à 695,0 millions de dollars comparativement à 703,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, soit une baisse de 1,2 %. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 3,9 %, les ventes des magasins ayant progressé de 1,3 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 77,7 %. Les facteurs suivants ont eu une incidence sur les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2016 :

- la réduction nette de 68 magasins, découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set;
- les magasins ont subi les contrecoups des options offertes par le commerce électronique et d'un environnement hautement concurrentiel;
- les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique ont continué d'afficher une forte croissance, bien qu'elles ne représentent qu'une faible fraction des ventes totales de la société.

La marge brute des neuf premiers mois de l'exercice 2016 a diminué de 25,9 millions de dollars, ou 6,1 %, pour s'établir à 397,3 millions de dollars comparativement à 423,2 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain ayant eu une incidence négative de près de 17,6 millions de dollars sur la marge brute. La marge brute en pourcentage de la société pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 s'est établie à 57,2 %, en baisse comparativement à 60,2 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015.

Les frais de vente et de distribution pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 ont reculé de 3,0 % ou 11,5 millions de dollars pour s'établir à 367,4 millions de dollars comparativement à 378,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont essentiellement les suivants :

- une diminution des coûts d'exploitation des magasins en raison d'une réduction nette de 68 magasins;
- une baisse de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est passée de 40,0 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 à 34,5 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Ce montant tient compte d'une diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (4,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 et 7,2 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015).

Les charges administratives pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 ont diminué de 4,6 % ou 1,6 million de dollars pour atteindre 34,4 millions de dollars, contre 36,0 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. Ce repli découle principalement des facteurs qui suivent :

- une réduction de la charge au titre des indemnités de départ;
- une diminution de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, qui s'est établie à 1,2 million de dollars, alors qu'elle s'élevait à 1,7 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015.

La société a comptabilisé des charges financières nettes chiffrées à 4,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, comparativement à des produits financiers nets de 2,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. Ce changement est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- une perte de 10,7 millions de dollars découlant d'une variation de la juste valeur des titres négociables pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, contre un montant de néant pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent. La société a adopté l'IFRS 9 (2014) au premier trimestre de l'exercice 2016 et, en conséquence, les variations de la juste valeur des titres négociables sont désormais comptabilisées dans le bénéfice plutôt que dans les autres éléments du résultat global comme cela était le cas pour la période comparative. Le plein effet de la mise en œuvre de l'IFRS 9 (2014) est abordé à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 31 octobre 2015; facteur qui a été contrebalancé en partie par l'élément ci-dessous :
- un profit de change de 3,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 (profit de 0,5 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015), essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, la société a inscrit une perte avant impôt sur le résultat de 9,4 millions de dollars comparativement à un bénéfice avant impôt sur le résultat de 11,3 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, en baisse de 20,7 millions de dollars. Cette diminution découle surtout de la contraction des marges brutes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, tel qu'il est expliqué précédemment, et d'une perte de 10,7 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 en raison d'une variation de la juste valeur des titres négociables atténuée par une réduction des coûts d'exploitation tant à l'échelle des magasins que du siège social. Le BAIIA ajusté pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 s'est chiffré à 34,9 millions de dollars comparativement à 50,7 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, soit un repli de 15,8 million de dollars.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, la société a comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat de 1,2 million de dollars (taux de recouvrement d'impôt effectif de 13,0%), tandis que pour les neuf mois correspondants de l'exercice 2015, elle avait comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 2,3 millions de dollars (taux d'impôt effectif de 20,2%). Le taux d'impôt effectif des neuf premiers mois de l'exercice 2016 a été touché par la variation de la juste valeur des titres négociables découlant de l'adoption de l'IFRS 9 (2014). Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations aux taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

La perte nette des neuf premiers mois de l'exercice 2016 s'est établie à 8,2 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,13 \$), alors que pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, la société avait dégagé un bénéfice net de 9,0 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,14 \$).

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre 12 mois. La société conclut des contrats de change à terme afin de couvrir une partie importante de son exposition aux fluctuations de la valeur du dollar américain, et ce, généralement jusqu'à 12 mois à l'avance. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016, la société a rempli ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison de contrats de change à terme, de contrats d'options sur devises et d'achats au comptant. La société a effectué auprès de ses banques des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options à terme et d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, les achats de marchandises, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 191,4 millions de dollars américains. La société a pour principe de couvrir au moins 80% des achats de marchandises libellés en dollars américains prévus pour un exercice donné au moyen de contrats de change à terme, toute exigence supplémentaire étant remplie au moyen d'achats au comptant en dollars américains.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 31 octobre 2015:

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,273 \$	152,5 \$	6,1 \$	(0,6) \$	5,5 \$
Options d'achat acquises	1,188 \$	3,0 \$	0,3	–	0,3
Options de vente vendues	1,188 \$	1,5 \$	–	–	–
			<u>6,4 \$</u>	<u>(0,6) \$</u>	<u>5,8 \$</u>

Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises en cours au 1^{er} novembre 2014:

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change classés à la juste valeur par le biais du résultat net¹					
Options d'achat acquises	1,092 \$	104,0 \$	4,2 \$	– \$	4,2 \$
Options de vente vendues	1,092 \$	188,0 \$	–	(0,5)	(0,5)
			<u>4,2 \$</u>	<u>(0,5) \$</u>	<u>3,7 \$</u>

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 31 janvier 2015:

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,183 \$	69,5 \$	6,3 \$	– \$	6,3 \$
Options d'achat acquises	1,188 \$	23,0 \$	2,1	–	2,1
Options de vente vendues	1,188 \$	11,5 \$	–	(0,1)	(0,1)
Contrats de change classés à la juste valeur par le biais du résultat net¹					
Options d'achat acquises	1,081 \$	64,0 \$	12,2	–	12,2
Options de vente vendues	1,081 \$	128,0 \$	–	–	–
			<u>20,6 \$</u>	<u>(0,1) \$</u>	<u>20,5 \$</u>

¹ Les éléments classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus en tant que couvertures économiques.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à 2016 correspond à l'exercice clos le 30 janvier 2016, celles à 2015 correspondent à l'exercice clos le 31 janvier 2015 et celles à 2014 correspondent à l'exercice clos le 1^{er} février 2014.

	TROISIÈME TRIMESTRE		DEUXIÈME TRIMESTRE		PREMIER TRIMESTRE		QUATRIÈME TRIMESTRE	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2015	2014
Ventes	240,3 \$	238,3 \$	253,0 \$	258,3 \$	201,7 \$	206,5 \$	236,3 \$	240,7 \$
(Perte nette) bénéfice net	(0,3)	12,9	(0,2)	9,6	(7,7)	(13,4)	4,4	(2,6)
(Perte) bénéfice par action								
De base	– \$	0,20 \$	– \$	0,15 \$	(0,12) \$	(0,21) \$	0,07 \$	(0,04) \$
Dilué(e)	–	0,20	–	0,15	(0,12)	(0,21)	0,07	(0,04)

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent les activités sous-jacentes de la société ainsi que l'incidence des rabais accordés sur la marchandise des espaces-boutiques de Thyme Maternité aux États-Unis au quatrième trimestre de l'exercice 2014. Par ailleurs, les résultats financiers sont également touchés par la saisonnalité et la période des Fêtes. En raison de la saisonnalité, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet.

BILAN

Le tableau comparatif suivant présente certains postes choisis du bilan de la société au 31 octobre 2015 et au 31 janvier 2015 :

	31 OCTOBRE 2015	31 JANVIER 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	97,2 \$	139,9 \$
Titres négociables	50,6	57,4
Actif financier dérivé net	5,8	20,5
Stocks	142,6	106,4
Charges payées d'avance	10,0	12,1
Immobilisations corporelles et incorporelles	161,7	172,4
Fournisseurs et autres créditeurs	100,6	101,6
Produits différés	11,3	21,1

Les variations importantes des postes choisis entre le 31 octobre 2015 et le 31 janvier 2015 s'expliquent essentiellement par ce qui suit :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont reculé en raison principalement d'une diminution des flux de trésorerie d'exploitation notamment liée à l'augmentation des stocks, et plus particulièrement de la marchandise d'automne, ainsi qu'à l'achat aux fins d'annulation d'actions de catégorie A sans droit de vote.
- Les titres négociables, comptabilisés à la juste valeur, ont affiché une baisse sous l'effet de la réduction des taux d'intérêt et du repli des marchés boursiers.
- La société a comptabilisé un actif financier dérivé net relativement à des contrats de change. La diminution de l'actif financier dérivé net est attribuable à l'incidence d'ajustements à la valeur de marché de contrats de change.
- Les stocks ont augmenté en raison de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui s'est traduite par une hausse des coûts des marchandises et par une augmentation planifiée des stocks en prévision des ventes de la période des Fêtes. Le niveau des stocks sur une base trimestrielle est généralement plus élevé à la clôture des premier et troisième trimestres d'un exercice donné en vue de la saison estivale des ventes et de celle de la période des Fêtes, respectivement.
- Les charges payées d'avance plus faibles au 31 octobre 2015 par rapport à celles au 31 janvier 2015 s'expliquent principalement par le recouvrement d'un acompte versé relativement aux assurances en raison d'une refonte de l'assurance de biens de la société.
- La société continue de gérer étroitement son investissement dans les immobilisations corporelles et incorporelles. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, 27,5 millions de dollars ont été investis au titre des entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles. L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes de 35,7 millions de dollars comptabilisés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, ont contribué à la diminution de la valeur comptable;
- Les fournisseurs et autres crédateurs, qui sont demeurés stables, se composent dans une large mesure de dettes fournisseurs, de crédateurs au titre des avantages du personnel, de crédateurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.
- Les produits différés ont diminué en grande partie en raison de la baisse des passifs liés aux cartes-cadeaux attribuable aux tendances habituelles d'achat de cartes-cadeaux pour la période des Fêtes. Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION ET DES RISQUES FINANCIERS

Les stratégies de gestion des risques d'exploitation et des risques financiers sont décrites en détail dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Aucune modification importante des risques d'exploitation et des risques financiers de la société n'a été constatée au cours des neuf mois clos le 31 octobre 2015.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 31 octobre 2015, les capitaux propres s'élevaient à 396,4 millions de dollars, ou 6,22 \$ par action (423,8 millions de dollars ou 6,56 \$ par action au 1^{er} novembre 2014 et 421,1 millions de dollars ou 6,52 \$ par action au 31 janvier 2015). La société continue à jouir d'une solide situation financière, ses principales sources de liquidités étant constituées de trésorerie et d'équivalents de trésorerie ainsi que de placements dans des titres négociables totalisant 147,8 millions de dollars au 31 octobre 2015 (169,4 millions de dollars au 1^{er} novembre 2014 et 197,3 millions de dollars au 31 janvier 2015). La trésorerie est détenue dans des comptes portant intérêts et dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 100,0 millions de dollars, ou son équivalent en dollars américains. Au 31 octobre 2015, une tranche de 12,9 millions de dollars (24,1 millions de dollars au 1^{er} novembre 2014 et 30,0 millions de dollars au 31 janvier 2015) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains émises à l'intention de tiers fournisseurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société, et à l'appui des achats dans le cadre de contrats de change à terme en dollars américains. La société utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables obtenues auprès d'institutions financières hautement cotées afin d'indemniser ces tiers advenant que la société manque à ses obligations contractuelles. Au 31 octobre 2015, l'obligation potentielle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 2,8 millions de dollars (5,0 millions de dollars au 1^{er} novembre 2014 et 5,0 millions de dollars au 31 janvier 2015) et les lettres de crédit de soutien arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2016. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société continue à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 0,4 million de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2016. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 \$ par action pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, pour un total de 3,2 millions de dollars comparativement à des dividendes de 0,05 \$ par action totalisant 3,2 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement en immobilisations prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

La société poursuit la mise en œuvre d'un important projet de mise au point de ses systèmes (« SCORE »). Les fonctionnalités offertes par ce projet couvrant l'entreposage et la distribution, le marchandisage, l'exploitation et les finances devraient être terminées au cours de l'exercice 2017. Selon les prévisions, les coûts liés au projet devraient atteindre 40,0 millions de dollars, dont une tranche d'environ 33,0 millions de dollars a déjà été engagée.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016, la société a investi 8,3 millions de dollars, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. La société s'attend à investir près de 35,0 millions de dollars au titre des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2016, notamment pour le projet SCORE. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et des obligations à l'égard de la dette à long terme, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 3 décembre 2015, 13 440 000 actions ordinaires et 50 327 866 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 3 816 800 et leur prix d'exercice moyen était de 9,70 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016, la société a acheté, aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2014, 817 840 actions de catégorie A sans droit de vote d'une valeur comptable de 0,5 million de dollars, pour une contrepartie en trésorerie totale de 5,1 millions de dollars. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions d'un montant de 4,6 millions de dollars a été porté au débit des résultats non distribués. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises et des contrats de change à terme assortis d'échéances d'au plus 12 mois.

Les contrats de change en cours au 31 octobre 2015, au 1^{er} novembre 2014 et au 31 janvier 2015 figurent à la rubrique intitulée « Résultats d'exploitation des neuf mois clos le 31 octobre 2015 et comparaison avec les résultats d'exploitation des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 » du présent rapport de gestion.

Un contrat d'option sur devises constitue une option (option d'achat) ou une obligation (option de vente) d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date établie et selon un montant prédéterminé. Un contrat de change à terme est un accord contractuel visant l'achat ou la vente ultérieure d'une devise à un prix et à une date déterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats de change. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats de change, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE LIÉE AUX ESTIMATIONS ET JUGEMENTS POSÉS LORS DE L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES

Aucune modification importante des principales sources d'incertitude liée aux estimations ou des jugements posés lors de l'application des méthodes comptables présentées dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015 (disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) n'a été constatée.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après :

AMÉLIORATIONS ANNUELLES DES IFRS DES CYCLES (2010-2012) ET (2011-2013)

Le 12 décembre 2013, l'IASB a apporté des modifications de portée limitée à un total de neuf normes dans le cadre de son processus annuel d'amélioration. La plupart des modifications s'appliquaient de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

IFRS 9 (2014), INSTRUMENTS FINANCIERS

La société a adopté par anticipation l'ensemble des exigences de l'IFRS 9 (2014), *Instruments financiers* [l'« IFRS 9 (2014) »] avec comme date d'application initiale le 1^{er} février 2015. Cette norme établit des principes d'information financière quant au classement et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle intègre également un nouveau modèle de couverture qui augmente le nombre d'éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et uniformise davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques. En outre, cette norme modifie le modèle de dépréciation en ajoutant un nouveau modèle de « perte de crédit attendue » visant le calcul de la dépréciation. Cette nouvelle norme accroît également la quantité d'informations à fournir exigées relativement à la stratégie de gestion des risques d'une entité, aux flux de trésorerie découlant des activités de couverture et à l'incidence de la comptabilité de couverture sur les états financiers consolidés.

L'IFRS 9 (2014) emploie une méthode unique pour déterminer si un actif financier est évalué au coût amorti ou à la juste valeur, remplaçant ainsi les nombreuses règles de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (l'« IAS 39 »). La méthode préconisée par l'IFRS 9 (2014) repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. L'essentiel des exigences prescrites par l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers a été reporté dans l'IFRS 9 (2014).

Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 31 octobre 2015 pour prendre connaissance de l'incidence de la mise en œuvre de l'IFRS 9 (2014).

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore aux neuf mois clos le 31 octobre 2015, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*
- Programme de divulgation : modifications à l'IAS 1

De plus amples informations sur ces modifications sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 31 octobre 2015.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que :

- les renseignements importants relatifs à la société sont communiqués au chef de la direction et au chef des finances par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels et intermédiaires sont dressés;
- l'information qui doit être présentée par la société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS.

Le cadre ayant servi à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société est fondé sur les critères établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).

MODIFICATIONS APPORTÉES AU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours des neuf mois clos le 31 octobre 2015, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

L'environnement dans le secteur du détail reste très compétitif alors que la pression concurrentielle s'intensifie. Par ailleurs, les consommateurs disposent désormais de plusieurs options pour satisfaire leurs besoins de magasinage, comme les magasins traditionnels ou le commerce électronique. Le recul du dollar canadien par rapport au dollar américain a contribué à réduire le magasinage transfrontalier, mais, en même temps, il a accru le coût des biens pour les détaillants au Canada. La société tient compte de ces facteurs ainsi que des changements dans les habitudes d'achat des consommateurs et de la conjoncture économique lorsqu'elle établit ses stratégies d'approvisionnement en marchandises et d'établissement des prix.

La société a apporté d'importants changements à l'image de ses différentes bannières, dont le lancement de sa nouvelle bannière de vêtements sport Hyba, lesquels ont donné lieu à une réaction positive de la clientèle tout au long de leur implantation. La décision de la société de fermer les magasins de la bannière Smart Set témoigne de son engagement à améliorer la rentabilité et à déployer des efforts dans des secteurs où elle occupe une position dominante sur le marché. La société a investi des sommes importantes dans les technologies de l'information et dans les systèmes de manutention. En outre, les mesures de réduction des coûts et d'amélioration des processus ont commencé à donner des résultats. La société mettra à profit ses technologies grâce à des systèmes et processus améliorés dans le cadre du projet SCORE, tout en poursuivant la mise en place de mesures d'amélioration additionnelles des processus.

La société exploite un bureau à Hong Kong qui se spécialise dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières. Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application a été entrepris dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.

La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent, à tous les égards, notamment en ce qui concerne le marchandisage, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions. La société croit à la force de son personnel et s'est engagée à continuer d'investir dans la formation à tous les niveaux.

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014
Ventes	240 270 \$	238 295 \$	694 999 \$	703 099 \$
Coût des biens vendus (note 6)	102 236	87 319	297 707	279 860
Marge brute	138 034	150 976	397 292	423 239
Frais de vente et de distribution	123 728	126 711	367 388	378 853
Charges administratives	11 309	10 189	34 388	36 033
Résultat des activités d'exploitation	2 997	14 076	(4 484)	8 353
Produits financiers (note 12)	1 426	2 811	6 072	3 818
Charges financières (note 12)	4 401	659	10 974	880
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	22	16 228	(9 386)	11 291
(Charge) recouvrement d'impôt sur le résultat (note 11)	(291)	(3 362)	1 224	(2 283)
(Perte nette) bénéfice net	(269) \$	12 866 \$	(8 162) \$	9 008 \$
(Perte) bénéfice par action (note 13)				
De base	0,00 \$	0,20 \$	(0,13) \$	0,14 \$
Diluée	0,00	0,20	(0,13)	0,14

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

16

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014
(Perte nette) bénéfice net	(269) \$	12 866 \$	(8 162) \$	9 008 \$
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui sont reclassés ou qui sont susceptibles d'être reclassés dans le bénéfice net				
Actifs financiers disponibles à la vente (néant en 2015; après impôt de 263 \$ et de 99 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 1 ^{er} novembre 2014) (note 9)	–	(1 718)	–	649
Couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 2 228 \$ et de 905 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015; néant en 2014) (note 9)	(6 125)	–	(2 486)	–
Écarts de conversion (note 9)	–	(112)	(119)	(263)
Total des autres éléments du résultat global	(6 125)	(1 830)	(2 605)	386
Résultat global total	(6 394) \$	11 036 \$	(10 767) \$	9 394 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 JANVIER 2015
ACTIFS			
ACTIFS COURANTS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	97 192 \$	121 014 \$	139 913 \$
Titres négociables	50 597	48 373	57 364
Clients et autres débiteurs	5 107	6 536	4 599
Actif financier dérivé (note 5)	6 439	4 154	20 635
Impôt sur le résultat recouvrable	1 134	–	1 977
Stocks (note 6)	142 617	124 324	106 440
Charges payées d'avance	9 956	12 820	12 148
Total des actifs courants	313 042	317 221	343 076
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations corporelles	138 128	157 211	152 349
Immobilisations incorporelles	23 575	18 532	20 077
Goodwill	42 426	42 426	42 426
Impôt sur le résultat différé	29 508	32 254	26 463
Total des actifs non courants	233 637	250 423	241 315
TOTAL DES ACTIFS	546 679 \$	567 644 \$	584 391 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et autres créditeurs (note 7)	92 167 \$	79 763 \$	91 719 \$
Passif financier dérivé (note 5)	616	469	96
Produits différés (note 8)	11 277	12 422	21 073
Impôt sur le résultat à payer	–	1 663	–
Partie courante de la dette à long terme	1 867	1 753	1 780
Total des passifs courants	105 927	96 070	114 668
PASSIFS NON COURANTS			
Autres créditeurs (note 7)	8 468	10 451	9 903
Crédits différés au titre des contrats de location	11 407	14 294	13 178
Dette à long terme	2 141	4 007	3 551
Passif au titre des retraites	22 355	19 026	21 968
Total des passifs non courants	44 371	47 778	48 600
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 9)	38 687	39 227	39 227
Surplus d'apport	8 809	7 847	8 014
Résultats non distribués	346 189	368 980	368 241
Cumul des autres éléments du résultat global (note 9)	2 696	7 742	5 641
Total des capitaux propres	396 381	423 796	421 123
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	546 679 \$	567 644 \$	584 391 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	NOTE	CAPITAL SOCIAL	SURPLUS D'APPORT	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Solde au 1 ^{er} février 2015		39 227 \$	8 014 \$	368 241 \$	5 641 \$	421 123 \$
Ajustement à la suite de l'adoption de l'IFRS 9 (2014)	3a	–	–	340	(340)	–
Solde ajusté au 1 ^{er} février 2015		39 227	8 014	368 581	5 301	421 123
Résultat global total pour la période						
Perte nette		–	–	(8 162)	–	(8 162)
Total des autres éléments du résultat global		–	–	–	(2 605)	(2 605)
Résultat global total pour la période		–	–	(8 162)	(2 605)	(10 767)
Apports des propriétaires de la société (distributions versées à ceux-ci)						
Contrepartie en trésorerie à l'exercice d'options sur actions	9	2	–	–	–	2
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions	9	(542)	–	–	–	(542)
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	–	795	–	–	795
Dividendes	9	–	–	(9 616)	–	(9 616)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	9	–	–	(4 614)	–	(4 614)
Total des (distributions versées aux propriétaires de la société) apports des propriétaires de la société		(540)	795	(14 230)	–	(13 975)
Solde au 31 octobre 2015		38 687 \$	8 809 \$	346 189 \$	2 696 \$	396 381 \$
Solde au 2 février 2014		39 227 \$	7 188 \$	369 660 \$	7 356 \$	423 431 \$
Résultat global total pour la période						
Bénéfice net		–	–	9 008	–	9 008
Total des autres éléments du résultat global		–	–	–	386	386
Résultat global total pour la période		–	–	9 008	386	9 394
Apports des propriétaires de la société (distributions versées à ceux-ci)						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	–	659	–	–	659
Dividendes	9	–	–	(9 688)	–	(9 688)
Total des apports des propriétaires de la société (des distributions versées à ceux-ci)		–	659	(9 688)	–	(9 029)
Solde au 1 ^{er} novembre 2014		39 227 \$	7 847 \$	368 980 \$	7 742 \$	423 796 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAUX CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
(Perte nette) Bénéfice net	(269) \$	12 866 \$	(8 162) \$	9 008 \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit:				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	11 593	15 942	35 699	41 773
Charge de rémunération fondée sur des actions	345	344	795	659
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location	(1 189)	(986)	(3 623)	(2 941)
Crédits différés au titre des contrats de location	682	1 359	1 852	1 628
Cotisations à un régime de retraite	(485)	(215)	(1 188)	(709)
Charge de retraite	525	492	1 575	1 476
(Gain réalisé) perte réalisée à la sortie de titres négociables	–	(836)	15	(775)
Perte de valeur sur des titres négociables	–	564	–	574
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	4 333	–	10 734	–
Variation nette de la juste valeur des dérivés	–	(4 399)	12 335	5 025
Profit de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2 342)	(502)	(7 809)	(1 588)
Produits d'intérêts et de dividendes, montant net	(667)	(831)	(2 095)	(2 200)
Intérêts payés	(68)	(95)	(225)	(306)
Intérêts reçus	113	182	492	563
Dividendes reçus	636	470	1 884	1 909
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	291	3 362	(1 224)	2 283
	13 498	27 717	41 055	56 379
Variations dans ce qui suit:				
Clients et autres débiteurs	(318)	(1 192)	(564)	(164)
Stocks	(11 129)	(11 869)	(36 177)	(14 723)
Charges payées d'avance	(973)	14 314	2 192	(308)
Fournisseurs et autres créditeurs	(3 677)	(7 802)	1 556	(12 135)
Produits différés	(4 679)	(2 937)	(9 796)	(7 576)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(7 278)	18 231	(1 734)	21 473
Impôts sur le résultat reçus	1 859	–	1 861	5 133
Impôts sur le résultat payés	(365)	(839)	(1 935)	(3 872)
(Sorties nettes) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(5 784)	17 392	(1 808)	22 734
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achats de titres négociables	–	–	(5 660)	(185)
Produit tiré de la vente de titres négociables	–	2 822	1 678	7 822
Produit tiré de la vente de marques de commerce	–	29	–	84
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles	(8 293)	(9 412)	(27 519)	(22 191)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(8 293)	(6 561)	(31 501)	(14 470)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes payés	(3 189)	(3 229)	(9 616)	(9 688)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote, aux fins d'annulation	(850)	–	(5 156)	–
Remboursements sur la dette à long terme	(447)	(421)	(1 323)	(1 243)
Produit de l'émission d'actions	–	–	2	–
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(4 486)	(3 650)	(16 093)	(10 931)
PROFIT DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE	1 333	453	6 681	1 326
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(17 230)	7 634	(42 721)	(1 341)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	114 422	113 380	139 913	122 355
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	97 192 \$	121 014 \$	97 192 \$	121 014 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

**REITMANS
(CANADA)
LIMITÉE**

1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 155, rue Wellington Ouest, 40^e étage, Toronto (Ontario) M5V 3J7. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers consolidés annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers consolidés annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 janvier 2015, et des notes y afférentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice à l'étude.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 3 décembre 2015.

B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- les titres négociables et les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur;
- le passif au titre des retraites est comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, diminué de la juste valeur des actifs du régime.

C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice complet ou d'une autre période future.

D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après :

A) ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

AMÉLIORATIONS ANNUELLES DES IFRS DES CYCLES (2010-2012) ET (2011-2013)

Le 12 décembre 2013, l'IASB a apporté des modifications de portée limitée à un total de neuf normes dans le cadre de son processus annuel d'amélioration. La plupart des modifications s'appliquaient de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

IFRS 9 (2014), INSTRUMENTS FINANCIERS

La société a adopté par anticipation l'ensemble des exigences de l'IFRS 9 (2014), *Instruments financiers* [l'« IFRS 9 (2014) »] avec comme date d'application initiale le 1^{er} février 2015. Cette norme établit des principes d'information financière quant au classement et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle intègre également un nouveau modèle de couverture qui augmente le nombre d'éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et uniformise davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques. En outre, cette norme modifie le modèle de dépréciation en ajoutant un nouveau modèle de « perte de crédit attendue » visant le calcul de la dépréciation. Cette nouvelle norme accroît également la quantité d'informations à fournir exigées relativement à la stratégie de gestion des risques d'une entité, aux flux de trésorerie découlant des activités de couverture et à l'incidence de la comptabilité de couverture sur les états financiers consolidés.

L'IFRS 9 (2014) emploie une méthode unique pour déterminer si un actif financier est évalué au coût amorti ou à la juste valeur, remplaçant ainsi les nombreuses règles de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (l'« IAS 39 »). La méthode préconisée par l'IFRS 9 (2014) repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. L'essentiel des exigences prescrites par l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers a été reporté dans l'IFRS 9 (2014).

Le tableau qui suit résume les changements en matière de classement et de l'évaluation des actifs financiers et passifs financiers non dérivés et dérivés de la société à la suite de l'adoption de l'IFRS 9 (2014).

	IAS 39	IFRS 9 (2014)
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Au coût amorti
Titres négociables	Disponibles à la vente	À la juste valeur par le biais du résultat net
Clients et autres débiteurs	Prêts et créances	Au coût amorti
Actifs dérivés servant à des fins autres que de couverture	À la juste valeur par le biais du résultat net	À la juste valeur par le biais du résultat net
Passifs financiers		
Fournisseurs et autres créditeurs	Autres passifs financiers	Au coût amorti
Dette à long terme	Autres passifs financiers	Au coût amorti
Passifs dérivés servant à des fins autres que de couverture	À la juste valeur par le biais du résultat net	À la juste valeur par le biais du résultat net

Conformément aux dispositions transitoires prévues par l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers et les passifs financiers détenus au 1^{er} février 2015 ont été reclassés de façon rétrospective, sans avoir été retraités pour les périodes antérieures, selon les nouvelles exigences en matière de classement et les caractéristiques de chaque instrument financier au 1^{er} février 2015.

L'adoption de l'IFRS 9 (2014) n'a eu aucune incidence sur la comptabilisation de ces instruments ni sur les postes dans lesquels ils sont inclus à l'état de la situation financière, sauf pour ce qui est des titres négociables de la société qui ont été reclassés de disponibles à la vente à actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les profits et pertes liés à la juste valeur des titres négociables sont comptabilisés à titre de produits financiers ou de charges financières dans le résultat net (note 12). Conformément aux dispositions transitoires, la société rend compte de l'incidence rétrospective qu'a eue l'adoption de l'IFRS 9 (2014), laquelle a donné lieu au changement de méthode comptable pour les titres négociables, à titre d'ajustement des composantes d'ouverture des capitaux propres au 1^{er} février 2015.

**NOTES AFFÉRENTES
AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS**

	1 ^{ER} FÉVRIER 2015		
	TELS QUE PRÉSENTÉS	RETRAITEMENTS	RETRAITÉS
Capitaux propres			
Résultats non distribués	368 241 \$	340 \$	368 581 \$
Cumul des autres éléments du résultat global	5 641	(340)	5 301
Incidence sur les capitaux propres	373 882 \$	- \$	373 882 \$

L'adoption de l'IFRS 9 (2014) n'a pas entraîné de changements quant à l'admissibilité des relations de couverture existantes ni à la comptabilité des instruments financiers dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture efficaces ni aux postes dans lesquels ces derniers sont inclus à l'état de la situation financière.

MISE À JOUR DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

À la suite de l'adoption initiale de l'IFRS 9 (2014), comme il est décrit ci-dessus, la société a mis à jour ses principales méthodes comptables comme suit:

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société comptabilise initialement les actifs financiers à la date de transaction à laquelle elle devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas ultérieurement évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, alors l'évaluation initiale comprend les coûts de transaction qui sont directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif. Au moment de la comptabilisation initiale, la société classe ses actifs financiers comme évalués ultérieurement au coût amorti ou à la juste valeur, en fonction à la fois de son modèle économique pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

I) ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI

Un actif financier est ultérieurement évalué au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite de toute perte de valeur, si :

- la détention de l'actif s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal ou à des versements d'intérêts.

À l'heure actuelle, la société classe sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie de même que ses clients et autres débiteurs en tant qu'actifs évalués au coût amorti.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

La société se sert du modèle de « perte de crédit attendue » pour le calcul de la dépréciation et elle comptabilise les pertes de crédit attendues en tant que correction de valeur pour pertes dans le bilan consolidé si elles ont trait à un actif financier évalué au coût amorti. Les clients et autres débiteurs de la société, plus particulièrement les créances à court terme dont les paiements sont reçus dans une période de 12 mois, ne comportent pas de composante financement importante. Par conséquent, la société comptabilise la perte de valeur et évalue les pertes de crédit attendues en tant que pertes de crédit attendues pour la durée de vie. La valeur comptable de ces actifs est présentée compte tenu de toute correction de valeur pour pertes dans le bilan consolidé.

II) ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci, y compris les intérêts ou dividendes reçus, sont comptabilisées dans le résultat net. À l'heure actuelle, les titres négociables sont évalués à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le résultat net.

Toutefois, dans le cas de placements dans des instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction, la société peut choisir au moment de la comptabilisation initiale de présenter les profits et les pertes dans les autres éléments du résultat global. Pour de tels placements évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les profits et les pertes ne sont jamais reclassés dans le résultat net et aucune perte de valeur n'est comptabilisée dans le résultat net. Les dividendes rapportés par de tels placements sont comptabilisés dans le résultat net, à moins qu'il ne soit clair que le dividende représente le remboursement d'une partie du coût du placement.

III) LES PASSIFS FINANCIERS SONT CLASSÉS DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES:

PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI

La société classe les passifs financiers non dérivés comme étant évalués au coût amorti. Les passifs financiers non dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ces passifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. À l'heure actuelle, la société classe les fournisseurs et autres créditeurs de même que la dette à long terme en tant que passifs financiers évalués au coût amorti.

PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Les passifs financiers évalués à la juste valeur sont initialement comptabilisés à la juste valeur et réévalués chaque date de clôture, et les variations sont comptabilisées dans le résultat net. À l'heure actuelle, la société ne détient pas de passifs financiers évalués à la juste valeur.

IV) INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS SERVANT À DES FINS AUTRES QUE DE COUVERTURE ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers dérivés servant à des fins autres que de couverture, y compris les contrats de change, sont comptabilisés en tant qu'actifs ou passifs initialement évalués à leur juste valeur. Les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés dans le résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Tous les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture sont classés en tant qu'instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Toute variation ultérieure de la juste valeur des contrats de change servant à des fins autres que de couverture est comptabilisée dans le coût des biens vendus dans la période au cours de laquelle la variation se produit.

V) RELATIONS DE COUVERTURE

La société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition au risque de change relativement à une partie de ses achats effectués en dollars américains. Au moment de la désignation initiale de la couverture, la société documente officiellement la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, notamment ses objectifs de gestion des risques et sa stratégie relative à l'opération de couverture, de même que les méthodes qu'elle prendra pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. La société évalue, tant à l'origine de la relation de couverture que régulièrement par la suite, s'il est prévu que les instruments de couverture seront efficaces pour contrebalancer les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts respectifs au cours de la période pendant laquelle la couverture est désignée.

Pour les couvertures de flux de trésorerie, une transaction prévue qui fait l'objet de la couverture doit être hautement probable et doit comporter une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait, finalement, affecter le bénéfice net. La composante valeur temps des options désignées comme couvertures des flux de trésorerie est exclue des relations de couverture et comptabilisée dans les autres éléments du résultat global à titre de coût lié à la couverture et présentée séparément si elle est importante.

Les dérivés utilisés à titre de couvertures sont initialement comptabilisés à la juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés dans le bénéfice net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations de cette dernière sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE

Lorsqu'un dérivé est désigné comme l'instrument de couverture dans une couverture de l'exposition aux variations des flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue et hautement probable qui pourrait influencer sur le bénéfice net, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée comme faisant partie des capitaux propres sous le cumul des autres éléments du résultat global. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est sorti et inclus dans le bénéfice net dans le même poste du compte consolidé du résultat net et de l'état consolidé du résultat global que l'élément couvert, dans la même période que celle pendant laquelle les flux de trésorerie couverts influent sur le résultat net. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement dans le bénéfice net. Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à échéance ou s'il est vendu, résilié ou exercé, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le profit ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les autres éléments du résultat global demeure dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le profit ou la perte. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde compris dans le cumul des autres éléments du résultat global est alors comptabilisé immédiatement dans le bénéfice net.

Lorsque l'élément couvert est un actif non financier, le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est transféré directement dans le coût initial de cet actif.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

B) NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore aux neuf mois clos le 31 octobre 2015, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude:

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Cette norme propose un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux méthodes de comptabilisation des produits, soit à un moment précis, soit au fil du temps. Ce modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes fondée sur les contrats et visant à déterminer si des produits ont lieu d'être comptabilisés et, le cas échéant, le montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugements ont été présentés, ce qui peut avoir des répercussions sur le montant comptabilisé et (ou) la date de comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats conclus avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels sont visés par d'autres IFRS. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'adoption anticipée étant autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

PROGRAMME DE DIVULGATION: MODIFICATIONS À L'IAS 1

Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son programme majeur d'amélioration de la présentation et de la divulgation dans les rapports financiers (le « programme de divulgation »). Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. L'adoption anticipée est autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 JANVIER 2015
Fonds en caisse et fonds bancaires	94 392 \$	120 014 \$	106 917 \$
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,6% (1,0% au 1 ^{er} novembre 2014; 0,8% au 31 janvier 2015)	2 800	1 000	32 996
	97 192 \$	121 014 \$	139 913 \$

5 INSTRUMENTS FINANCIERS

CLASSEMENT COMPTABLE ET JUSTES VALEURS

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, y compris leur niveau dans la hiérarchie de la juste valeur. Il ne comporte pas d'information sur la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. La société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers courants (autres que ceux énumérés ci-dessous) se rapproche de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur des titres négociables de la société est déterminée par référence à leur cours acheteur dans des marchés actifs à la date de clôture; ces données sont considérées comme des données de niveau 1 dans la hiérarchie de la juste valeur. La juste valeur de la dette à long terme de la société portant intérêt à taux fixe, laquelle est établie aux fins des informations à fournir, est calculée selon la valeur actualisée des versements futurs de principal et d'intérêts, actualisés aux taux d'intérêt en vigueur sur le marché disponible pour la société pour des titres de créance identiques ou semblables comportant une durée résiduelle identique. Ces données sont considérées comme des données de niveau 2 dans la hiérarchie de la juste valeur. La juste valeur des contrats d'options sur devises est déterminée à l'aide d'une technique standard d'évaluation des options qu'utilise la contrepartie en se basant sur des données de niveau 2.

NOTES AFFÉRENTES
AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

31 OCTOBRE 2015							
VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR			
JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	AU COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL	
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	– \$	6 439 \$	– \$	6 439 \$	– \$	6 439 \$	6 439 \$
Titres négociables	50 597 \$	– \$	– \$	50 597 \$	50 597 \$	– \$	50 597 \$
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	– \$	(616) \$	– \$	(616) \$	– \$	(616) \$	(616) \$
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– \$	– \$	(4 008) \$	(4 008) \$	– \$	(4 176) \$	(4 176) \$

1 ^{ER} NOVEMBRE 2014							
VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR			
JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	DISPONIBLES À LA VENTE	AUTRES PASSIFS FINANCIERS	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL	
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	4 154 \$	– \$	– \$	4 154 \$	– \$	4 154 \$	4 154 \$
Titres négociables	– \$	48 373 \$	– \$	48 373 \$	48 373 \$	– \$	48 373 \$
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	(469) \$	– \$	– \$	(469) \$	– \$	(469) \$	(469) \$
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– \$	– \$	(5 760) \$	(5 760) \$	– \$	(6 070) \$	(6 070) \$

31 JANVIER 2015							
VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR			
JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	DISPONIBLES À LA VENTE	AUTRES PASSIFS FINANCIERS	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	12 191 \$	8 444 \$	– \$	– \$	20 635 \$	– \$	20 635 \$
Titres négociables	– \$	– \$	57 364 \$	– \$	57 364 \$	57 364 \$	– \$
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	(2) \$	(94) \$	– \$	– \$	(96) \$	– \$	(96) \$
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– \$	– \$	– \$	(5 331) \$	(5 331) \$	– \$	(5 621) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes closes le 31 octobre 2015, le 1^{er} novembre 2014 et le 31 janvier 2015.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société a effectué auprès de ses banques des transactions aux termes desquelles elle a conclu des contrats à terme, fait l'acquisition d'options d'achat et vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats de change se prolongent sur une période d'au plus 12 mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats de change en cours se détaillent comme suit :

31 OCTOBRE 2015					
PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET	
Contrats de change désignés comme couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,273 \$	152 500 \$	6 080 \$	(616) \$	5 464 \$
Options d'achat acquises	1,188 \$	3 000 \$	359	–	359
Options de vente vendues	1,188 \$	1 500 \$	–	–	–
			6 439 \$	(616) \$	5 823 \$

1 ^{ER} NOVEMBRE 2014					
PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET	
Contrats de change classés à la juste valeur par le biais du résultat net ¹					
Options d'achat acquises	1,092 \$	104 000 \$	4 154 \$	– \$	4 154 \$
Options de vente vendues	1,092 \$	188 000 \$	–	(469)	(469)
			4 154 \$	(469) \$	3 685 \$

31 JANVIER 2015				
PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET

Contrats de change désignés comme couvertures des flux de trésorerie

Contrats à terme	1,183 \$	69 500 \$	6 292 \$	– \$	6 292 \$
Options d'achat acquises	1,188 \$	23 000 \$	2 152	–	2 152
Options de vente vendues	1,188 \$	11 500 \$	–	(94)	(94)

Contrats de change classés à la juste valeur par le biais du résultat net ¹

Options d'achat acquises	1,081 \$	64 000 \$	12 191	–	12 191
Options de vente vendues	1,081 \$	128 000 \$	–	(2)	(2)
			20 635 \$	(96) \$	20 539 \$

¹ Détenus en tant que couvertures économiques.

6 STOCKS

Au cours du trimestre et des neuf mois clos le 31 octobre 2015, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés respectivement à 99 443 \$ et à 286 563 \$ (90 807 \$ et 275 113 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014). De plus, pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015, la société a comptabilisé dans le coût des biens vendus un montant de 2 793 \$ et de 9 019 \$ respectivement (1 655 \$ et 5 627 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût. Aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

**NOTES AFFÉRENTES
AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS**

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015, le coût des biens vendus comprend, respectivement, un montant de néant et une perte de 2 125 \$ (profits de 5 143 \$ et de 880 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, respectivement), lequel correspond à la variation de la juste valeur des dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture. Pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, le coût des biens vendus a été révisé afin d'inclure la variation de la juste valeur des dérivés non admissibles à la comptabilisation de couverture, lesquels étaient présentés antérieurement en tant que produits financiers ou charges financières.

7 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 JANVIER 2015
Dettes fournisseurs	56 855 \$	43 402 \$	49 577 \$
Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées	40	40	40
Autres créditeurs non commerciaux	11 720	11 673	9 502
Créditeurs au titre des avantages du personnel	18 950	19 872	27 201
Créditeurs relatifs aux locaux	11 390	13 786	14 576
Provision pour retours sur ventes	1 680	1 441	726
	100 635	90 214	101 622
Moins la partie non courante	8 468	10 451	9 903
	92 167 \$	79 763 \$	91 719 \$

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs, laquelle est incluse dans les créditeurs relatifs aux locaux, correspond à la tranche des loyers différés et des autres créditeurs qui sera amortie au-delà des 12 prochains mois.

8 PRODUITS DIFFÉRÉS

	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 JANVIER 2015
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	5 589 \$	6 707 \$	8 735 \$
Cartes-cadeaux non utilisées	5 688	5 715	12 338
	11 277 \$	12 422 \$	21 073 \$

9 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit:

	POUR LES NEUF MOIS CLOS LES			
	31 OCTOBRE 2015		1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	
	NOMBRE D' ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE D' ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	13 440	482 \$	13 440	482 \$
Actions de catégorie A sans droit de vote				
Solde à l'ouverture de la période	51 146	38 745	51 146	38 745
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	2	-	-
Actions rachetées aux termes d'une offre publique de rachat	(818)	(542)	-	-
Solde à la clôture de la période	50 328	38 205	51 146	38 745
Total du capital social	63 768	38 687 \$	64 586	39 227 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

ÉMISSION D'ACTION DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE

Au cours des neuf mois clos le 31 octobre 2015, un total de 200 actions de catégorie A sans droit de vote ont été émises à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société (néant au 1^{er} novembre 2014). Les montants portés au crédit du capital social par suite de l'exercice d'options sur actions comprennent une contrepartie en trésorerie de 2 \$, y compris une valeur attribuée provenant du surplus d'apport (néant au 1^{er} novembre 2014).

ACHAT D'ACTION AUX FINS D'ANNULATION

La société a acheté, aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2014, 191 500 et 817 840 actions de catégorie A sans droit de vote, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015 (néant au 1^{er} novembre 2014), d'une valeur comptable de 127 \$ et de 542 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015 (néant au 1^{er} novembre 2014) pour une contrepartie en trésorerie totale de 850 \$ et de 5 156 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015 (néant au 1^{er} novembre 2014). L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions d'un montant de 723 \$ et de 4 614 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015 (néant au 1^{er} novembre 2014) a été porté au débit des résultats non distribués. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit :

	TITRES NÉGOCIABLES	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	ÉCARTS DE CONVERSION	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL
Solde au 1 ^{er} février 2015	340 \$	6 026 \$	(725) \$	5 641 \$
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (2014) [note 3a)]	(340)	–	–	(340)
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 1 443 \$)	–	3 965	–	3 965
Reclassement dans les stocks du profit réalisé sur les couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 2 348 \$)	–	(6 451)	–	(6 451)
Variation des écarts de conversion	–	–	(119)	(119)
Solde au 31 octobre 2015	– \$	3 540 \$	(844) \$	2 696 \$
Solde au 2 février 2014	7 327 \$	– \$	29 \$	7 356 \$
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 124 \$)	825	–	–	825
Reclassement dans le bénéfice net de la perte réalisée sur les actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 101 \$)	(674)	–	–	(674)
Reclassement dans le bénéfice net de la perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 76 \$)	498	–	–	498
Variation des écarts de conversion	–	–	(263)	(263)
Solde au 1^{er} novembre 2014	7 976 \$	– \$	(234) \$	7 742 \$

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015, la variation de la composante valeur temps des contrats d'options désignés comme couvertures de flux de trésorerie n'était pas importante.

DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants:

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014
Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote	3 189 \$	3 229 \$	9 616 \$	9 688 \$
Dividende par action	0,05 \$	0,05 \$	0,15 \$	0,15 \$

10 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

A) DESCRIPTION DES ACCORDS DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La société dispose d'un plan d'options sur actions qui lui permet, de temps à autre, d'émettre l'équivalent d'au plus 10 % de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 5 ans, sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

B) INFORMATIONS SUR LE PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS RÉGLÉES EN CAPITAUX PROPRES

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit:

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES				POUR LES NEUF MOIS CLOS LES			
	31 OCTOBRE 2015		1 ^{ER} NOVEMBRE 2014		31 OCTOBRE 2015		1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	
	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ
En circulation à l'ouverture de la période	3 931	9,60 \$	3 399	10,57 \$	3 051	10,75 \$	2 090	14,43 \$
Attribution	-	-	-	-	1 030	6,75	1 557	6,00
Exercice	-	-	-	-	-	6,00	-	-
Renonciation	(4)	6,00	(128)	10,98	(154)	13,40	(376)	13,23
En circulation à la clôture de la période	3 927	9,60 \$	3 271	10,55 \$	3 927	9,60 \$	3 271	10,55 \$
Options exerçables à la clôture de la période	1 643	13,16 \$	1 389	14,50 \$	1 643	13,16 \$	1 389	14,50 \$

Au cours des neuf mois clos le 31 octobre 2015, un total de 200 actions de catégorie A sans droit de vote (néant au 1^{er} novembre 2014) a été émis par suite de l'exercice des options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société. Aucune option sur actions n'a été exercée au cours des trimestres clos le 31 octobre 2015 et le 1^{er} novembre 2014.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

- C) Les coûts de rémunération liés aux options sur actions attribuées pendant les neuf mois clos le 31 octobre 2015 et le 1^{er} novembre 2014 aux termes de l'approche fondée sur la juste valeur ont été calculés à l'aide des hypothèses suivantes:

	830 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 9 JUIN 2015	200 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 23 AVRIL 2015	1 557 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 16 JUIN 2014
Durée prévue des options	6,2 ans	6,3 ans	6,3 ans
Taux d'intérêt sans risque	1,29 %	0,99 %	1,79 %
Volatilité prévue du cours des actions	29,74 %	30,06 %	32,38 %
Taux moyen de rendement des actions	2,96 %	2,95 %	3,33 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	1,42 \$	1,42 \$	1,38 \$
Prix de l'action à la date d'attribution	6,75 \$	6,77 \$	6,00 \$

D) CHARGES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015, la société a comptabilisé des coûts de rémunération de 345 \$ et de 795 \$, respectivement, relativement aux droits à paiements fondés sur des actions (344 \$ et 659 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

11 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Lors de périodes intermédiaires, la provision pour impôt sur le résultat repose sur une estimation du bénéfice qui sera généré pour un exercice complet et elle est ajustée en fonction de l'incidence de l'ajustement de la juste valeur lié aux titres négociables. Les taux d'impôt sur le résultat effectifs annuels moyens estimés sont réévalués chaque date de clôture d'une période intermédiaire en fonction du bénéfice projeté pour l'exercice complet. Dans la mesure où les prévisions diffèrent des résultats réels, des ajustements sont comptabilisés lors de périodes ultérieures.

12 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014
Produits de dividendes liés aux titres négociables	635 \$	592 \$	1 921 \$	1 889 \$
Produits d'intérêts	100	273	399	617
Profit de change	691	1 110	3 752	537
Profit réalisé à la sortie de titres négociables	–	836	–	775
Produits financiers	1 426	2 811	6 072	3 818
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	68	95	225	306
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	4 333	–	10 734	–
Perte de valeur sur des titres négociables	–	564	–	574
Perte réalisée à la sortie de titres négociables	–	–	15	–
Charges financières	4 401	659	10 974	880
(Charges financières nettes) produits financiers nets comptabilisé(e)s dans le bénéfice net	(2 975) \$	2 152 \$	(4 902) \$	2 938 \$

13 BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action est fondé sur une perte nette de 269 \$ et de 8 162 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015 (bénéfice net de 12 866 \$ et de 9 008 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit:

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	63 884	64 586	64 264	64 586
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	63 884	64 586	64 264	64 586

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015, un total de 3 926 800 et de 3 661 600 options sur actions, respectivement, étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action, celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, étant donné que la société a affiché une perte et que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions au cours de la période (3 271 000 pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014).

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

14 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET AUTRES INFORMATIONS

	31 OCTOBRE 2015	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	31 JANVIER 2015
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	1 102 \$	1 365 \$	3 645 \$

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur comprennent des radiations d'immobilisations corporelles liées à la fermeture de magasins, et des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs liées aux magasins dont la performance est insatisfaisante de 1 818 \$ et de 5 395 \$, pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 octobre 2015, respectivement (4 841 \$ et 7 299 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014). La perte de valeur liée aux immobilisations corporelles est attribuable à la baisse de rentabilité enregistrée par les magasins individuels (unités génératrices de trésorerie « UGT »). Par ailleurs, au cours du trimestre et des neuf mois clos le 31 octobre 2015, des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs de 439 \$ et de 1 277 \$, respectivement, ont été reprises à la suite d'un accroissement de la rentabilité de certaines UGT (124 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014). Les pertes de valeur nettes ont été comptabilisées dans les frais de vente et de distribution.

15 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Au cours des neuf mois clos le 31 octobre 2015, l'exposition de la société aux risques n'a pas changé de façon importante en regard de celle décrite dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 31 janvier 2015.

REITMANS marie superbement coupes et styles uniques avec qualité et valeur supérieures. D'un océan à l'autre avec ses **332 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la destination par excellence des femmes désirant revampier leur garde-robe avec des vêtements dernier cri et à bon prix. Forte d'une réputation solide quant à la qualité de son service et d'une clientèle fidèle et diversifiée, Reitmans veut poursuivre ses efforts en vue d'enrichir l'expérience client en s'assurant de répondre aux besoins des femmes, peu importe quand elles choisissent de magasiner. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au reitmans.com.

Chef de file canadien des vêtements de grande taille, **PENNINGTONS** propose une expérience unique et inspirante de magasinage, où vêtements seyants et de qualité riment avec valeur inégalée. Penningtons, c'est l'« Art de la mode accessible! » Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite **136 MAGASINS** au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, ainsi que le site en ligne penningtons.com.

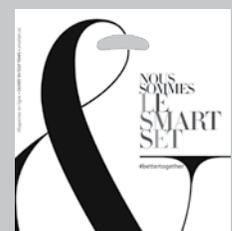
ADDITION ELLE est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodocratie », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Elle offre des vêtements de détente, des robes, des vêtements contemporains pour la femme de carrière, des dessous séducteurs, des accessoires, des chaussures, des vêtements de sport haute performance et une vaste sélection de denim de marque. Addition Elle exploite **107 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse additionelle.com.

RW & CO. est une marque au style inspirant qui s'adresse aux hommes et aux femmes à la mentalité urbaine. Que ce soit pour le travail ou pour le week-end, RW & CO. propose des vêtements mode inspirés des dernières tendances qui combinent style et qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite **83 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés dans des zones de premier choix dans les principaux centres commerciaux et mégacentres partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique : rw-co.com.

THYME MATERNITÉ, chef de file canadien de la mode pour futures mamans modernes, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite **68 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale, ainsi que 21 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us au Canada. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Thyme Maternité en ligne, au thymematernity.com.

HYBA a ouvert ses portes en octobre 2015, et propose des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. Hyba exploite **17 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, dans les principaux centres commerciaux partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique : hyba.ca.

Comptant **32 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, **SMART SET** est la destination mode qui propose vêtements de carrière, denim, articles essentiels et accessoires. Smart Set est une destination mode pour femmes offrant des styles tendance novateurs à agencer.



**MAGASINS
À TRAVERS
LE CANADA**

	REITMANS	PENNINGTONS	ADDITION ELLE	RW & CO.	THYME	HYBA	SMART SET	TOTAL DE MAGASINS
TERRE-NEUVE	14	3	2	1	-	-	-	20
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	3	1	-	-	-	-	1	5
NOUVELLE-ÉCOSSE	18	6	2	1	1	1	-	29
NOUVEAU-BRUNSWICK	13	5	3	3	1	1	-	26
QUÉBEC	83	24	31	22	22	4	15	201
ONTARIO	103	51	40	29	26	6	13	268
MANITOBA	12	5	3	3	2	-	1	26
SASKATCHEWAN	11	6	3	2	2	-	-	24
ALBERTA	38	19	17	11	10	2	1	98
COLOMBIE-BRITANNIQUE	35	16	6	11	4	3	1	76
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	1	-	-	-	-	-	-	1
YUKON	1	-	-	-	-	-	-	1
	332	136	107	83	68	17	32	775



Reitmans
(CANADA) LIMITÉE

**RENSEIGNEMENTS
CORPORATIFS**

BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest
Montréal, Québec H3L 1Z2
Téléphone : 514-384-1140
Télécopieur : 514-385-2669
Courrier électronique : info@reitmans.com
Site Web de la société : reitmanscanadalimitee.com

**AGENT DES TRANSFERTS
ET AGENT COMPTABLE
DES REGISTRES**

Services aux investisseurs
Computershare inc.
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

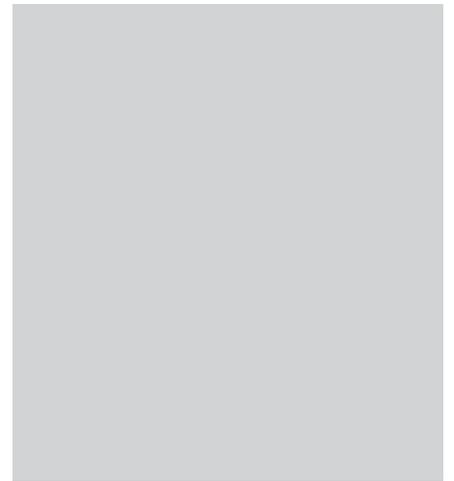
ADRESSE ENREGISTRÉE

155, rue Wellington Ouest, 40^e étage
Toronto, Ontario M5V 3J7
Téléphone : 416-863-0900
Télécopieur : 416-863-0871

SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO
Actions ordinaires RET
Actions de catégorie A
sans droit de vote RET.A

An English version of this report may
be obtained by writing to the Secretary,
REITMANS (CANADA) LIMITED
250 SAUVÉ STREET WEST
MONTREAL, QUÉBEC H3L 1Z2



REITMANS
PENNINGTONS
ADDITION ELLE
RW & CO.
THYME
HYBA
SMART SET



DESIGN ET PRODUCTION:
COMMUNICATIONS MARILYN GELFAND INC.